

BDIC

ARGENTINE

BULLETIN D'INFORMATION n° 5

OCTOBRE 1982

2^e TRIMESTRIEL



SOMMAIRE

POLITIQUE	p. 3
SYNDICALISME	p. 4
MALGRE TOUT...	p. 6
ECONOMIE	p. 7
DROITS DE L'HOMME	p. 8
SOLIDARITE EN FRANCE	p. 10
CULTURE	p. 11



Les Mères de la place de Mai

Directeur de la Publication: Christine Canals-Frau
Numéro de Commission Paritaire: 64.126
Imprimé par nos propres moyens en PARIS COPIE

*centre argentin d'information
et de solidarité*

1 rue Montmartre 75001 Paris
ccp monique clouard



POLITIQUE



L'activité politique de ces trois derniers mois en Argentine est très chargée, compte tenu des trois facteurs suivants: la détérioration constante du régime militaire, la levée des mesures qui interdisaient le fonctionnement des partis et les grèves et manifestations publiques de mécontentement.

Le "processus de réorganisation nationale" (nom qui donnent les militaires à la dictature instaurée le 24 Mars 1976) semble proche de l'asphyxie définitive étant donné son échec à tous les niveaux: économique, politique, syndical. L'Argentine a cependant bien changé ces six dernières années: le chômage a atteint des chiffres inimaginables, la misère, les conditions sanitaires déplorables et le nombre des bidonvilles sont en constante augmentation. L'Argentine se retrouve au bord du cataclysme.

L'incapacité et la corruption des chefs militaires ne sont pas les seules raisons du désastre. La résistance des Argentins a beaucoup contribué à l'échec de la dictature. L'opinion publique a été choquée par les révélations concernant l'attitude des officiers responsables des troupes aux Malouines, ainsi que par l'aventurerisme des principaux chefs. Bon nombre d'intellectuels, de personnes exerçant de professions libérales, et aussi de simples citoyens veulent "sauver le pays du chaos moral auquel les militaires l'ont conduit", et des appels publiés dans les journaux se multiplient.

Par ailleurs la fracture au sein des Forces Armées amorcée en 1979 ne fait que s'élargir. En effet Galtieri, l'ancien président, a menacé les généraux de faire des révélations spectaculaires sur la guerre des Malouines et plusieurs officiers des trois Armes se sont vus contraints à une retraite anticipée. L'ancien ministre de l'économie M. Alemann, devait déclarer qu'il savait que l'amiral Massera, ex-membre de la junte au pouvoir, faisait partie de la "Logia Propaganda 2" et était en relation avec Lucio Gelli.

Peu de temps après ces déclarations, M. Alemann exigeait du gouvernement qu'il prenne en charge l'enquête sur l'assassinat de Mme. Holmberg, ex-diplomate argentine à Paris, dont le cadavre avait été retrouvé en décembre 1978. M. Alemann accusait l'amiral Massera d'avoir participé à l'affaire. Ce dernier avait créé à Paris le "Centre Pilote", alors que Mme. Holmberg faisait partie de l'équipe de l'ambassadeur M. de Anchorena.

Rappelons que le "Centre Pilote" constituait une véritable cellule de contre-information destinée à améliorer l'image de marque de la dictature militaire et à s'attaquer par tous les moyens aux argentins vivant en exil (voir le numéro 4 de l'ARGENTINE). Selon M. Enrique Holmberg, frère de l'ancienne fonctionnaire, les officiers de la marine auraient eu des discussions avec Mme. Holmberg. Le règlement de comptes eut lieu à Buenos-Aires. M. Holmberg déclarait le 15 septembre que le gouvernement était au courant de tous ces agissements et que le président Videla s'opposa à toute enquête. Qui plus est, d'après M. Holmberg, l'enlèvement et la disparition de l'ambassadeur argentin au Venezuela (1977, à Buenos-Aires), est l'œuvre de la "Logia P2" et des membres argentins de cette loge. Le même jour l'ancien ambassadeur M. de Anchorena confirmait que Mme. Holmberg et lui-même avaient eu "des accrochages" avec les officiers de la Marine.



C. Dupont



Bignone

Le 2 Octobre on apprenait la disparition de M. Carlos Dupont, frère de M. Gregorio Dupont, ex-diplomate à Paris, qui fut relevé de ses fonctions en 1977 à la demande de l'amiral Massera. M. Gregorio Dupont avait confirmé les affirmations de M. de Anchorena devant le juge.

Le 9 Octobre, la police trouvait le cadavre de M. Carlos Dupont en plein centre de Buenos-Aires. Le lendemain, le porte-parole du président, le dr. Eduardo Maschwitz, annonçait que Bignone "avait appris avec affliction la nouvelle de la mort de M. Dupont". De sa part, l'amiral Massera disait qu'il s'agissait "d'un crime contre la république".

Vers la fin septembre, le commandant de la région "Austral", le "contralmirante" Horacio Zaratiegui, se révoltait contre l'autorité de ses supérieurs et rendait publique une déclaration dans laquelle il dénonçait la corruption et le manque de responsabilités des chefs qui avaient dirigé la guerre des Malouines. Le lendemain il était arrêté et l'ordre rétabli.

Le 20 Octobre, le général Omar Parada, l'un des quatre responsables des opérations aux Malouines, était arrêté pendant huit jours pour ses déclarations hostiles au gouvernement et pour ses critiques quant à la façon dont avaient été conduites les opérations militaires stratégiques au cours de la guerre.

Cette fracture au sein de l'armée n'a cependant rien d'une tendance progressiste. Il s'agit d'un "aller et retour" d'accusations que s'adressent mutuellement ceux qui ont plongé le pays dans le désastre.

Le 21 Octobre, les mass-média diffusaient une nouvelle qui allait choquer l'opinion publique: le président Bignone trempait dans une affaire de spéculation financière et immobilière. Deux communiqués de presse publiés le 22 donnaient des explications. Le premier, du porte-parole du chef du pouvoir exécutif: "Il est inexact que le commandant de l'armée de terre, le général Nicolaidès, ait décidé d'ouvrir une enquête sur les activités économiques d'une coopérative créée par 15 militaires (dont Bignone, le général Llamil Reston -ministre de l'intérieur- et le chef de la police fédérale,

le commissaire Juan Bautista Sasaiñ). Cependant M. Maschwitz confirmait que 15 militaires avaient en effet fondé une coopérative pour acheter un terrain dans le quartier résidentiel de Belgrano et y bâtir un immeuble, qu'ils pensaient ensuite habiter avec leurs familles. Comme bon nombre d'entreprises la coopérative allait faire faillite.

Le deuxième communiqué rendu public par le porte-parole de l'armée de terre, le général José Ruiz expliquait que cette coopérative, "Partagás" avait effectué ses premières transactions en dollars se pliant ainsi aux exigences des vendeurs du terrain, mais que cette situation irrégulière avait immédiatement été corrigeé.

Dans ce cadre de crise, quel est la stratégie politique esquissée par les militaires? Bigone propose un plan de rétablissement des activités démocratiques qui aboutirait le 24 mars 1984 à la remise du pouvoir aux civils. Pour cela les militaires appellent les politiciens à une "concertación", sorte d'accord dans lequel la négociation de certains points chauds conditionnerait le rétablissement de la démocratie. Déjà le 30 Septembre, le ministre de l'intérieur déclarait à Salta "qu'aucune enquête sur les conséquences de la lutte contre la subversion ne sera menée", en laissant entendre qu'il s'agit là de la première condition pour le retour à la démocratie.

Le général Reston souhaite qu'ainsi soit jeté un voile d'oubli sur les milliers de cas de disparitions.

Deux autres points chauds sont constitués par: premièrement la croissance sidérante de la dette extérieure qui selon des observateurs politiques serait due à la corruption des chefs militaires, et deuxièmement l'étiquette "d'affaire close" que les militaires veulent mettre sur la guerre des Malouines.

Disparitions, crise économique (salaires, dette extérieure), guerre des Malouines sont les trois dossiers que brûlissent les partis politiques pour reclamer des élections en Juin 1983. Après la levée de l'interdiction des activités politiques, les partis ont multiplié meetings et réunions.

Le 5 septembre, les membres de la Multipartite attiraient l'attention de la population sur la façon dont seraient organisées les élections. D'après les politiciens, le gouvernement militaire ne voulait pas d'élections libres, et des spécialistes travailleront à l'élaboration d'une nouvelle loi électorale. La Multipartite terminait sa déclaration en demandant que "des modifications soient apportées aux mesures qui à l'heure actuelle empêchent le libre fonctionnement des partis".

Au sein des partis politiques le débat interne a déjà été entamé afin de choisir les candidats à la présidence. Le 3 Septembre, le Parti Communiste -la septième force du pays- organisait un meeting au Luna Park de Buenos-Aires, avec la présence de 15.000 personnes (35.000 selon Le Monde). Le 18, le Parti Intransigent d'Oscar Allende, en réunissait 7.000. Le 17 Octobre, 20.000 personnes se rendaient au stade de football d'Atlanta à un meeting du Parti Justicialiste qui allait se terminer par des disputes entre courants internes.

On assistera sans doute au cours des prochains mois à un accroissement des discussions entre les militaires et les partis politiques. Le point central du débat étant la date des élections et la "concertación".



SYNDICALISME

Au niveau des dirigeants syndicaux, l'événement le plus important de ces trois derniers mois est la division de la C.G.T. en deux groupes, C.G.T. Brasil et C.G.T.-Azopardo (Brasil et Azopardo étant les noms des rues où fonctionnent les deux associations). La C.G.T.-Brasil se caractérise par ses positions beaucoup plus critiques vis-à-vis du gouvernement que la CGT Azopardo.

Au début du mois de Septembre, alors que la CGT-Brasil critiquait la politique économique de la Junte et appelait à une mobilisation le 15 Septembre sur la place de Mai, les représentants de la CGT-Azopardo (MM. Triacca, Lujan, Baldassini et Etchezar) se réunissaient autour du général Nicolaides dans son bureau de l'immeuble de l'armée.

Autre ces deux groupes, il faut souligner l'existence des "Non-alignés" conduits par MM. Donaires et Díaz Rey, et des "62 Organisations" qui ont pour leader Lorenzo Miguel et ont toujours existé fonctionné indépendamment de l'existence de la CGT. Les "62" sont la branche syndicale du Mouvement Péroniste (Justicialiste). M. Miguel lié à la CGT-Brasil, prône la réunification de la CGT autour de l'unité de doctrine péroniste.

La CGT-Brasil décidait finalement d'appeler à une manifestation le mercredi 22 Septembre sur la place de Mai, afin de protester contre la politique salariale du gouvernement et l'étouffement des libertés démocratiques. Le groupe Azopardo quant à lui annonçait une grève générale pour le 23, grève qui n'eut pas lieu.

Le 22, 30.000 personnes entourées par les forces de l'ordre ont manifesté dans la capitale de l'Argentine, alors que les mobilisations de travailleurs se déroulaient à Cordoba, La Plata, Mar del Plata, Mendoza, Rosario, etc. Le lendemain les principaux membres de la CGT-Brasil (MM. Ubaldini, R. Pérez, R. García) déclaraient au cours d'une conférence de presse que le nombre de manifestants était une preuve concrète de la force de mobilisation de leur organisme.

Signalons que tous ces débats au sein du syndicalisme sont en étroite relation avec le jeu des courants internes du péronisme. Il serait inutile de nier que le projet politique que M. Miguel défend à pour but de donner une place décisive aux syndicalistes dans le Mouvement et dans le Parti Justicialiste, au détriment du pouvoir détenu par la branche politique de ce même mouvement (journal "La Nacion" du 4 Octobre). En même temps, à l'intérieur de la CGT Azopardo, la tendance "Commission de Gestion et Travail" est lié au secteur du péronisme que dirige l'ancien ministre Angel Robledo ("antiverticalista", c'est-à-dire contraire à Mme. Peron, actuellement en exil à Madrid).

Au cours des trois derniers mois, les dirigeants des deux CGT ont beaucoup insisté sur le besoin absolu d'une normalisation des syndicats. En effet, très nombreux sont ceux qui sont encore contrôlés par des militaires. Les syndicalistes exigent aussi la modération de certaines lois, telles que la loi concernant l'association des travailleurs par Branche et la loi sur les œuvres sociales (revendication particulièrement chère aux travailleurs, puisqu'en Argentine la Sécurité Sociale n'existe pas, les Mutualités sont gérées par les Syndicats).

C'est dans ce panorama que s'effectue le retour sur la scène syndicale de l'ancien dirigeant de la Métallurgie et ancien gouverneur de la province de Buenos-Aires M. Victorio Calabro. Ce dernier étant un "anti-verticaliste" historique, souhaite le rassemblement des péronistes opposant à Mme. Peron et s'adresse notamment aux membres de la CGT-Azopardo.

Vers la mi-Octobre le gouvernement lançait



Llamil Reston

BDIC

Nicolaides

proposition -sans doute liée à la "concertation"-: la formation d'une commission tripartite (gouvernement-patronat-syndicalistes) afin de discuter de la situation critique "à la recherche d'une solution harmonieuse". Bien évidemment les syndicalistes invités étaient ceux de la CGT-Azopardo.

La CGT-Brasil, cependant, endurcissait sa position et décidait de participer en tant qu'organisateur au meeting du 17 Octobre du Parti Justicialiste et des 62 Organisations. Le 17 Octobre, d'après le journal "La Razón", Miguel aurait déclaré: "Cette manifestation est très importante, voire décisive. Il faut remplir le stade, parce que le Mouvement Péroniste, la CGT et les "62" en ont absolument besoin".

Le 17 Octobre, alors que seules les interventions de M. Bittel, vice-président du parti (le président étant Mme. Peron), et de M. Ubaldini (secrétaire de la CGT-Brasil), étaient prévues, M. Miguel prit la parole. Il devait comparaître les "gauchistes" qui à l'heure actuelle noyaient le mouvement aux montoñeros qui, d'après lui, le noyaient dans le passé.

Les 18 Octobre les membres de la CGT-Brasil déclaraient que bien qu'ils ne partagent pas les concepts de Miguel, ils se devaient de lui marquer leur solidarité à cause des accusations dont il avait été victime. En parlant ainsi, MM. Ubaldini, Pérez et García faisaient allusion aux commentaires de M. Saadi (leader du courant péroniste visé par le responsable des "62": "Miguel est un traître qui veut négocier avec les militaires (voir "La Nacion" et "Clarín" du 18 au 21 Octobre).

Mais il faut signaler que malgré toutes ces discussions et désaccords, les nombreux mouvements et grèves ont tous été suivis. Bien qu'il soit impossible d'en faire une chronique, nous en énumérons tout de même quelques uns:
19 Août: des mécaniciens ont manifesté devant le siège de leur syndicat, pour en soutenir "jusqu'au bout" les principales revendications.
22 Août: grève de transports à l'appel du syndicat des chauffeurs de bus, ainsi que des travailleurs de certaines lignes du réseau ferroviaire y ont adhéré sur leur propre initiative.
5 Septembre: des ouvriers du textile manifestent dans la rue dans la banlieue ouest de Buenos-Aires.

11 Septembre: manifestations dans la rue des enseignants, à Posadas, près de la frontière avec le Brésil.

29 Septembre: 11.000 travailleurs de la sidérurgie en grève à San Nicolás (une centaine de km au nord de Buenos-Aires)

30 et 31 Septembre: par solidarité avec les licenciés de Mercedes-Benz, les ouvriers de la métallurgie font grève dans tout le pays.

Première semaine d'Octobre: grèves et arrêts



MALGRÉ TOUT...



CONCERTACION

Landrú



BDIC

de travail des fonctionnaires.

20 Octobre: grève totale de la population de San Juan (à l'ouest de l'Argentine). Des travailleurs, des patrons et des commerçants se sont mis d'accord pour protester contre le gouvernement.

ECONOMIE

Le 2 Juillet, le ministre de l'économie du gouvernement Galtieri, le Dr. Roberto Alemann déclarait qu'un rapport détaillé de ses six mois de gestion personnelle allait être publié. Dans ce rapport on lisait qu'"après la guerre des Malouines il est indispensable de négocier avec les banques étrangères si l'on veut aboutir à une normalisation des paiements et des importations. Cette normalisation conditionne l'approvisionnement des usines en produits d'importation (pièces de rechange)", approvisionnement sans lequel "la relance de l'activité industrielle et commerciale après cinq trimestres de récession sera de courte durée".

Le rapport couvre la période qui va du 22 décembre 1981 au 30 Juin 1982. Il explique que la politique économique s'était fixé comme première étape de limiter l'inflation et de supprimer la dette extérieure, et que par ailleurs on s'appretait à prendre des mesures de privatisation de l'économie.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le document signale qu'il a vu sa tendance s'inverser grâce au réajustage du change. En six mois les exportations ont atteint environ 5000 millions de dollars contre 3000 millions pour ce qui est des importations. Le solde de 2000 millions a permis le paiement de la dette extérieure et celui du prix des transports des marchandises par voie maritime.

Une semaine plus tard le nouveau ministre, le Dr. Dagnino Pastore, traçait le cadre dramatique de la situation. Le ministre constatait la stagnation du PNB (depuis 1974, il ne s'est accru que de 2%), l'augmentation du chômage dans l'industrie (+23%), la multiplication par 6 des faillites et l'augmentation de la dette extérieure (5.600 millions de dollars. Pastore n'a pas hésité à parler de "situation d'urgence nationale". En même temps il annonçait la mise en route d'un plan qui prévoyait l'application d'un certain nombre de mesures, afin d'adapter l'économie à la réalité. Deux jours après, l'effet de ces mesures commençait à se faire sentir par la population: les principaux produits (aliments, médicaments, outils scolaires, vêtements) avaient subi une augmentation du 30 à 40 %. Le 11 Juillet, le dollar atteint le prix de 36.000 pesos l'unité, c'est-à-dire 2000 % de plus par rapport au 1^{er} Janvier 1981 (1800 pesos).

Le gouvernement recherchait désespérément une solution au problème de la dette extérieure. Il se trouvait devant l'impossibilité d'honorer ses obligations de paiement. M. Pastore, critiqué par de nombreux secteurs de la sphère du pouvoir, était désigné président de la délégation argentine qui devait se rendre à Toronto le 1^{er} Septembre, afin de solliciter des prêts du FMI.

Mais il ne devait pas y avoir de voyage pour M. D. Pastore, qui démissionnait le 25 Août. "Je n'ai pas réussi à concilier les intérêts des différents secteurs", disait-il. Son remplaçant, M. Jorge Whebe -qui faisait partie de l'équipe de Pastore- déclarait à la presse le 26 que "maintenant nous payons les erreurs du passé". Il faisait allusion à la gestion de M. Alfredo Martinez de Hoz, ministre du général Videl. Whebe annonçait aussi son prochain voyage à Toronto: "Nous n'allons pas négocier la totalité de la dette, mais les 12000 millions qui doivent être payés avant le 31 décembre". Cependant M. Whebe n'écartait pas la possibilité d'un prêt du type "stand-by" (sept ou huit ans).

Le 9 Septembre, le directeur du FMI, M. Jacques de Larosière déclarait à Associated Press: "Une commission du FMI se rendra à Buenos-Aires dans un avenir proche afin de étudier sur place les modalités du prêt". Cependant, l'objet central des débats fut le Mexique, dont la dette atteint le 80.000 millions de dollars.

Quatre jours après l'arrivée de Whebe à Buenos-Aires, les premières mesures qu'il avait décidées -et négociées avec le FMI- commençaient à entrer en vigueur: l'instauration d'un nouveau type de change pour les devises (afin d'unifier le dollar financier et le dollar commercial), l'application d'un contrôle des prix de certains produits et l'interdiction de la vente de viande de boeuf dans les restaurants une semaine sur deux. Ces mesures devait provoquer une vague de protestations de la part du Bureau Argentin du Commerce (CAC), qui faisait remarquer que le contrôle des prix "ne s'étendait pas aux secteurs où le gouvernement exerce un véritable monopole". A ce sujet, M. Jacques Hirsch -président de l'Union Industrielle Argentine, UIA- déclarait le 11 Octobre "l'état d'urgence nationale pour les industriels", à cause principalement de la loi du contrôle des prix. D'après l'UIA, cette mesure (pour le ministère n°45) va provoquer des faillites et une augmentation immédiate du chômage.

La décision d'unifier le marché a produit, comme c'était prévisible, une entrée de devises à la Banque Centrale (environ 200 millions de dollars en une semaine). Ceci a pu se produire grâce à la vente de marchandises par le secteur exportateur, alors qu'auparavant il les gardait en attendant la montée du dollar.



BDIC

Le panorama est pourtant complexe et critique: une augmentation urgente des salaires s'impose, alors qu'on commence à parler d'un contrat des prix de gros et de détail. De toutes manières l'inflation ne s'est pas résorbée et l'amélioration des salaires ne pourra pas couvrir l'augmentation du coût de la vie (on parlait de 20 % rien que pour le mois d'Octobre; et en Septembre elle avait été de 17,1 %).

La mission du FMI, du reste très attendue, arrivait à Buenos-Aires au début Octobre. Le 21 le ministre Whebe annonçait que l'on était arrivé à un premier accord. Un prêt du type standby devrait être accordé au mois de Janvier. A cette somme il convient d'ajouter les 500 millions que l'Argentine devra recevoir en raison de la chute des prix des produits d'exportation. Dans l'immédiat, les membres de la mission allaient rendre compte de leurs conclusions à M. Lerosière, afin qu'un télégramme soit envoyé en Argentine. Ce télégramme contiendra un résumé des conclusions du FMI, qui se porterait garant de l'Argentine devant les banques internationales. Ces conclusions favorables du FMI n'en sont pas moins pour autant un échec pour le gouvernement militaire qui ne se voit accorder que 1500 millions des 12000 millions dont il avait besoin.

Face à un tel panorama, les critiques des dirigeants politiques, du patronat et des syndicats se durcissaient. La Multipartite a exigé que la politique économique actuelle ne soit plus suivie et que soit appliqué un plan de sauvetage national.

Cette découverte eut lieu après que le gouvernement ait annoncé qu'il comptait avoir libéré tous les prisonniers politiques d'ici Septembre 1983. Il se sera vu contraint, à cause de la pression des familles des victimes qui n'ont cessé de lutter et de certains secteurs de l'église, à jouer sa dernière carte: négocier avec les partis politiques, et améliorer son image de marque. Il comptait pour cela se servir du seul point plus ou moins "récupérable" sur la longue liste de violations de droits de l'homme dont il s'est rendu coupable: les détenus politiques. Il pensait ainsi prouver sa bonne volonté. C'est la raison pour laquelle les huit organismes qui s'occupent des droits de l'homme en Argentine ont immédiatement riposté, et dès le 3 Juillet leur campagne de sensibilisation de l'opinion sur le problème des prisonniers s'intensifiait.

Le 13 Octobre, le "Centre pour l'indépendance des Magistrats et des Avocats" (CIMA), organisme international - lié à la "Commission Internationale de Juristes" qui siège à Genève rendait public un communiqué où l'on dénonçait la détention de plusieurs avocats argentins, sans qu'aucune accusation ait été porté à leur égard (il s'agit de MM. Chavez et Torres Molin, arrêtés depuis six ans; Foresti, Jozami et Kunkel, sept ans; Marca et Mipodas, huit ans).

En 1977, les organismes de droits de l'homme rappelaient qu'il fallait pour que leurs revendications acquièrent plus de poids qu'elles soient reprises par les partis et les syndicats. Cinq ans plus tard, ce désis s'est transformé petit à petit en réalité: les principaux dirigeants ont incorporé à leurs discours la revendication des familles de détenus-disparus.

Grâce à un travail quotidien, l'ampleur du drame des disparitions commence à être connu de l'ensemble de la population, comme l'illustre la manifestation du 22 Septembre sur la place de Mai, où 50000 personnes ont exigé l'apparition en vie des 50000 disparus.

La semaine dernière l'opinion publique a été bouleversée par la nouvelle de la découverte d'un cimetière clandestin. Il s'agit d'un cimetière récemment créé (au mois de Mai 1976), installé au beau milieu d'une zone qu'occupent en partie la principale garnison du pays ("Camp de Mayo") et les quartiers habités par les familles des militaires et des policiers. La découverte de ce cimetière a pu être faite grâce au témoignage des parents d'un jeune homme disparu en 1976 et dont le cadavre fut restitué en 1981 après avoir été exhumé du cimetière de Grand Bourg. Les parents ont pu constater que quatre-vingt huit tombes anonymes avaient été repérées sur les registres. Trois autres cadavres étaient enterrés dans la même tombe que leurs fils.

Les organismes de droits de l'homme ont alors mené eux-mêmes une enquête. Ils ont pu recueillir le témoignage d'un employé du cimetière et des voisins. Tous ces témoignages coincident sur les points jugés essentiels:

- a) On a pu constater l'arrivée des camions et des voitures des forces de sécurité tard le soir;
- b) Ces véhicules déchargeaient des corps au rythme de six ou sept par voyage;
- c) L'arrivée de ces corps est notée sur les registres du cimetière sous le nom "X.X.";
- d) On décompte environ quatre cents cas;
- e) Ces "déchargements" ont eu lieu entre Mai 1976 et Décembre 1979.

DROITS DE L'HOMME

Le mois d'Août, le problème des droits de l'homme (assassinats, disparitions, emprisonnements), resurgissent au grand jour. On avait tenté en vain de les passer sous silence au moment de la crise des Malouines. Il est maintenant inutile et impossible de nier qu'il s'agit d'un problème commun aux six années de dictature.

Ce que l'on a pu apprendre sur l'assassinat de Mme Holmberg n'a fait qu'éveiller davantage - si besoin était de le faire - la conscience des Argentins, phénomène qui ne faisait que s'accroître avec la séquestration et l'assassinat du frère d'un des témoins (voir page 3). Les piétons des rues de Buenos-Aires devaient se demander quel traitement peut être celui réservé aux opposants au moment où le régime assassine ses propres alliés.

A la même époque, l'ancien ministre Alemann exigeait l'ouverture d'une enquête sur la disparition de M. Hidalgo Sola. Mais c'est surtout après le 18 Octobre que le drame des disparitions occupait la première place. Ce jour là on dénonçait la découverte près de San Miguel (prov. de Buenos-Aires) de quatre-vingt huit tombes anonymes dans un cimetière secret où l'on estime à quatre cents le nombre de cadavres.



C'est au cours d'une conférence de presse que M.Mme. Gutiérrez, Epeubalm, Fernandez Meujide, Acosta, Conte McDonell et Mignone ont dénoncé l'existence du cimetière. Malgré cela la coordination des organismes de droits de l'homme en Argentine sait et affirme qu'il y a des disparus encore en vie. D'ailleurs peu avant cette découverte, elle dénonçait quant à elle l'existence de prisons clandestines dans le pays et exigeait l'ouverture d'une enquête.

Pour ce qui est des partis politiques, ils n'ont à l'heure actuelle pas encore exigé d'enquête sur cette affaire en dépit de son extrême gravité.

Aux dernières nouvelles on apprenait à Buenos-Aires que le juge chargé de l'enquête, maître Gandara, se déclarait non qualifié et considérait que cette affaire ne relevait pas de sa juridiction, et qu'il préférât en confier la responsabilité à ses supérieurs.

Le jeudi 28 Octobre une nouvelle manifestation avait lieu sur la place de Mai, à l'appel de la Coordination. Rappelons que le 5 Octobre, 5000 personnes manifestaient à Buenos-Aires au cours de la "Marche pour la vie" (pour l'apparition en vie des disparus, la libération des prisonniers et contre les bas salaires), qui avait été interdite par les autorités. Le prix Nobel de la paix, M. Adolfo Pérez Esquivel, marchait en tête, accompagné par des politiciens, des syndicalistes et des religieux.

Le 26 Octobre les évêques argentins (rappelons à ce sujet que le clergé argentin est un des plus réactionnaires d'Amérique-Latine), réunis à l'occasion de la Conférence Episcopale à San Miguel (à 8 km de l'endroit où l'on avait trouvé le cimetière clandestin) rendait public que le document "Principes d'orientation civique des chrétiens". "La torture physique et morale, l'assassinat, les disparitions, sont des manifestations de mépris pour la vie et pour l'homme", pouvait on y lire de même que: "Chaque famille doit avoir un niveau de vie satisfaisant, dans le cadre d'une plus juste distribution de la richesse". Quelques mois auparavant, le clergé avait déjà surpris par un communiqué assez critique; aujourd'hui, l'étonnement est encore plus fort. Les spécialistes ont noté que la présence de quelques évêques progressistes (ceux de Neuquén, Moron et Quilmes) et la pression de la base chrétienne ont eu une grande influence sur le ton et les prises de position du clergé.

En matière culturelle, soulignons la naissance du "Mouvement pour la Reconstruction et le Développement de la Culture Nationale" dirigé par l'écrivain Ernesto Sabato. Ce mouvement réunit Mirta Arlt (fille du grand écrivain Roberto Arlt), Jorgelina Loubet, E. Pucciarelli, Libero Badii, etc. "Nous ne pouvons que nous sentir préoccupés devant la gravité de la crise, qui est d'abord une crise morale et spirituelle. On a vendu le pays, on a provoqué la plus grande corruption possible et imaginable au niveau de la gestion des affaires publiques", a déclaré M. Sabato.

Les journaux argentins, cependant, s'éveillent après leur long silence. Les révélations sur la crise du pays sont monnaie courante. La Junta Militaire a réagi face à cet état de choses, en qualifiant certains mass-media de "provocateurs". Selon la Junta, cette campagne peut avoir comme conséquence une "réapparition de la subversion".

Plusieurs organismes internationaux se sont immédiatement manifestés. La Fédération Latino-Américaine de Journalistes (FELAP), pour ne ci-

ter qu'un exemple, a envoyé un télégramme au ministre Reston pour demander que soit respectée la liberté de la presse.

La dernière semaine d'Octobre on apprenait que le ministre de l'Education, M. Cayetano Licciardo, s'était vu contraint de permettre la création de centres d'étudiants, même s'il ajoutait, "afin d'organiser des activités culturelles ou sportives". M. Licciardo annonçait également la réintégration de plusieurs professeurs de l'Université (bon nombre d'entre eux sont aussi des dirigeants politiques de l'opposition).

A guise de conclusion provisoire, nous constatons d'une part une profonde implantation des revendications des organismes de droit de l'homme au sein de la population argentine. Il est à prévoir que ces revendications iront s'affirmant au cours de prochains mois et que leur pression sera de plus en plus forte grâce à une participation plus active de la part des familles des victimes.



Ernesto Sabato

D'autre part, dans le numéro 4 de notre ARGENTINE nous soulignons l'apparition de nombreuses revues. Le renouveau culturel ne fait que s'accentuer. Le journal "La voz" (La voix), dirigé par les tendances les plus progressistes des partis politiques, en est un exemple.

ARGENTINE - BULLETIN D'INFORMATION est une publication du CENTRE ARGENTIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE - CAIS
1, rue Montmartre, 75001 Paris
Tél. 583 35 05 (permanences lundi et mardi de 19 h à 23 h)
Adresse Postale: CAIS, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris



SOLIDARITE

Septembre 4: Le Mouvement des Lycéens pour les Droits de l'Homme organise une marche sur Paris qui se termine par des manifestations devant les ambassades d'Argentine, Pologne et Afrique du Sud. Le CAIS participe à la manifestation de la rue Cimarosa.

Septembre 5: Le CAIS organise une campagne d'envoi de télégrammes en Argentine, pour exiger du gouvernement que soient respectés les droits de l'homme et que cessent les menaces "anonymes" dont furent victimes les responsables de Mères de la place de Mai, Commission des Familles, Assemblée des Droits de l'Homme, etc.

Nos représentants à Bordeaux et à Mantes-la-Jolie, nos collaborateurs à Bayonne et Bourg-en-Bresse, ainsi que des exilés à Mont-Marsan et Marseille ont largement diffusé cette campagne, ce qui a permis l'arrivée d'un très grand nombre de messages en Argentine (des télégrammes ont été envoyés par les principaux partis politiques, syndicats et personnalités français).

Septembre 8-9: Stand du CAIS à Bordeaux, dans le cadre de la Fête de Lutte Ouvrière.

Septembre 9: Les Grand-mères de la place de Mai à Paris. Le 13, elles organisent une réunion à la CIMADE, afin d'exposer les derniers événements qui ont eu lieu en Argentine. Les Grandes-mères signalent au CAIS six nouveaux cas d'enfants détenus-disparus.

Septembre 10-Octobre 31: Le CAIS participe activement, en tant qu'organisme indépendant et en tant que membre de la Coordination des Comités Latino-Américains, aux démarches entreprises en faveur des réfugiés argentins, chiliens et uruguayens qui, arrivés depuis quelques semaines en France, ont vu s'aggraver sérieusement leurs conditions de logement, voire de séjour. Des dizaines d'entretiens ont été accordés par des organismes français afin de trouver une solution à ce problème.

Septembre 29: Stand de matériaux de presse dans le meeting organisé par le Comité de Solidarité avec le peuple de Grèce.

Octobre 1: Participation du CAIS au gala de soutien au peuple sahraoui, en présence de membres du gouvernement de la République Arabo-Sahraoui Démocratique. Au cours du gala furent lus des messages du Parti Socialiste, Parti Communiste, CGT, CFDT, Mouvement pour la Paix, CAIS, DSH, etc.

Octobre 2: La Coordination de Comités Argentins en France (CADHU, CAIS, COSOFAM) décide d'adhérer à la "Marche pour la vie" qui aura lieu le 5 Octobre à Buenos-Aires à l'appel des huit organismes qui travaillent pour les droits de l'homme.

La Coordination met en route un véritable réseau de solidarité (envoi de télégrammes de soutien et maintien d'un contact avec Buenos-Aires). Le CAIS de Paris, Bordeaux et Mantes-la-Jolie, ainsi que ses collaborateurs (Mont-de-Marsan, Bayonne) participent activement.

Octobre 5: La Coordination et d'autres organisations françaises et latino-américaines manifestent à 19 hs devant l'ambassade de l'Argentine, rue Cimarosa.

Octobre 7: 4^e anniversaire de la manifestation hebdomadaire organisée par Droits Socialistes de l'Homme devant l'ambassade argentine à Paris. Des nombreuses personnalités (MMme. Simone Signoret, Jospin, Estrella, Sanguinetti, etc.) viennent témoigner de leur soutien. Beaucoup d'argentins, ainsi que leurs organismes représentatives (dont le CAIS) y participent.

Octobre 8: Meeting à Bordeaux, avec la participation du CAIS, dans le cadre d'un hommage à Ernesto Guevara.

A Bayonne, notre collaboratrice Mme. Expert est invitée à une émission de radio où elle expose, pendant une heure, les buts de la "Marche pour la Vie" et les caractéristiques de la campagne en faveur des enfants disparus organisée par le CAIS. Mme. Expert fait aussi signer une pétition de soutien aux organismes des droits de l'homme en Argentine.

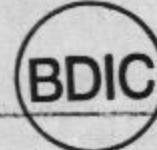
Octobre 22: Débat à l'AGECA (177, rue de Charonne) à l'appel du CAIS et en présence de presque cent exilés. A l'ordre du jour: la situation en Argentine et les possibilités d'un éventuel retour. Une nouvelle réunion est décidée pour la première quinzaine de novembre.

Octobre 25: A l'appel de la Coordination des Comités Argentins, réunion avec des organismes français afin de se prononcer sur le drame de l'apparition du cimetière clandestin en Argentine. Assistent à la réunion: AIDA, Amnesty, GAS, CIMADE, ACAT, Droits Socialistes de l'Homme, Coordination Uruguayan, etc. On appelle à une manifestation le 28 Octobre, de midi à 19 hs, devant l'ambassade argentine. La Coordination sollicite des rendez-vous afin d'informer les partis, syndicats et organismes français et discuter des principes d'une campagne qui sera menée dans l'avenir.

CAMPAGNE: Le CHSCI mène une campagne en faveur de M. José Carmelo Sbezzi (ex-réfugié argentin en Suisse, actuellement arrêté au Costa Rica par des raisons politiques) et sa famille. Pour plus de renseignements écrire au CHSCI, 116 Galerie de l'Arlequin, Appt 226, 38100 Grenoble).

Sources d'information

Journaux argentins: "Clarín", "Diario Popular", "La Nación", "La Prensa". Journaux français: L'Humanité, Libération, Le Matin, Le Monde. Journaux étrangers: "El País" (Espagne) et "Noticias del Mundo" (Costa Rica). Dépêches des agences Associated Press, DYN ("Journaux et Informations"), France Presse, Inter Press Service et Prensa Latina.

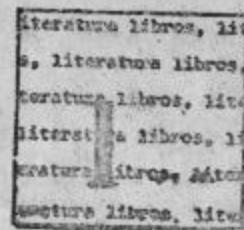


Alberto Szpunberg

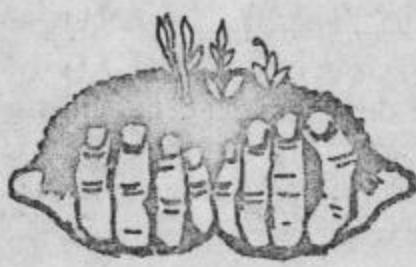
PERQUISITION (extrait)

La bibliothèque

Tout le pouvoir naît d'un rêve et de la pointe d'une flèche
et entre une page et l'autre tient toute l'épaisseur du monde :
les chevaux courrent par monts et par vaux comme s'ils étaient les chapitres d'un livre
et au milieu du combat s'ouvre un chemin, une douce prairie où l'automne,
au-delà des hommes tombés, au-delà des armures bosselées,
pâlit délicatement l'herbe et met aux joues le rose de l'amour :
toutes les branches du bois s'unissent pour héberger cette passion,
tous les ruisseaux reflètent la lumière pour qu'elle aille jusqu'au fond :
l'enfant est encore parmi les arbres, justicier, amoureux, sanglant
et une pluie de flèches assure la victoire, implacable comme le temps,
plus têtue que la botte qui maintenant piétine l'étagère.



Alberto Szpunberg est né à Buenos Aires en 1940. Professeur de littérature argentine à l'université de Buenos Aires, où il fut directeur du département de littérature et langues classiques. Journaliste, il a dirigé le supplément culturel du journal *La Opinión*. Il vit en exil à Barcelone, où il a obtenu le prix Alcalá de Henares de poésie 1980, qu'il a remis aux « Mères de la place de Mai ». (Traduction : Monique Blaquiére.)



FAITES COMME EUX !



ABONNEZ VOUS

ABONNEZ-VOUS ARGENTINE- BULLETIN D'INFORMATION

Je désire m'abonner pour une durée de 12 mois, de 18 mois, de 24 mois (*)

12 mois: 25 FR

18 mois: 38 FR

24 mois: 50 FR

SOUTIEN: 100 FRANCS

(*) Rayez la mention inutile

NOM _____ PRENOM _____ ADRESSE _____

Règlement joint par -chèque bancaire -chèque postal

à: Mlle. sylvie deneu ccp 23 280 80 C
C.A.I.S. (Commission de Presse et de Culture)
27, avenue de Choisy - 75013 Paris

BDIC